

La frontière franco-allemande s'effacera de nouveau

Jean Rottner, président du Conseil régional Grand Est et Tobias Hans, Ministre-Président de la Sarre signe une tribune commune sur l'avenir du lien franco-allemand.

17 avr. 2020 à 17:18 | mis à jour à 17:22 - Temps de lecture : 5 min

| Vu 6292 fois



Jean ROTTNER, président du Conseil Régional. Photo RL /Cedric JACQUOT

La pandémie en cours (due au covid-19), met à l'épreuve l'Europe des frontières ouvertes. Nous le ressentons particulièrement dans notre région, à la frontière entre la France et l'Allemagne. Nous nous étions habitués, depuis des décennies, à ce que la frontière entre nous ne soit plus réellement une frontière. Avec plus de 220 000 frontaliers, la Grande Région constitue le plus grand bassin d'emploi transfrontalier en Europe. À cela s'ajoutent des activités industrielles et commerciales qui vivent du fait transfrontalier. En outre, il existe également des coopérations établies de longue date dans le domaine culturel et éducatif, dans l'enseignement supérieur la recherche, ainsi qu'en matière de sécurité intérieure et de santé publique, pour ne citer que quelques

domaines. Sur notre frontière, l'Europe n'était pas seulement une promesse, c'était une réalité vécue.

Et maintenant ? Avec le covid-19, une pandémie d'une ampleur inégalée depuis plusieurs générations nous tombe dessus et c'est tout notre monde européen qui en ressort chamboulé. Et soudain, la frontière est de retour. Est-ce la fin abrupte de notre projet européen, ici dans cette région-pivot au cœur de l'Europe ? Est-ce la renaissance de ces esprits nationalistes que nous avons depuis longtemps déclarés morts ?

En aucun cas ! Toutes les forces politiques de gouvernement dans le Grand Est, dans la Sarre, mais également en Bade-Wurtemberg, en Rhénanie-Palatinat ou au sein du Grand-Duché du Luxembourg, partagent la même analyse : cette situation est exceptionnelle, et ne préjuge en rien de l'avenir.

Une telle situation d'urgence nous place face à des défis que nous ne connaissons pas. Dans ce contexte, force est de reconnaître que tout ne s'est pas déroulé de manière synchronisée et en l'absence de toute irritation, que ce soit à l'échelle nationale ou par-delà les frontières. Côté français, nous ne nous sommes pas réjouis que l'institut fédéral d'épidémiologie Robert Koch à Berlin déclare (le 11 mars) l'ensemble de la Région Grand Est (et non pas uniquement le Haut-Rhin) comme „zone à risque “et que des restrictions au passage de la frontière avec la France soient adoptées côté allemand. Côté allemand, le recours très limité au test et le périmètre mesuré (au début) des mises en quarantaine a également été source d'irritations. Mais force est de noter, également, que le processus décisionnel entre les Länder en Allemagne est loin d'être absent de toute friction. Faudrait-il pour autant en tirer la conclusion que l'organisation fédérale de l'Allemagne serait en danger ?

La limitation des contacts a toujours existé lors de grandes épidémies ; durant des siècles, c'était le seul moyen d'endiguer leur propagation. Et ceci demeure pour nous la seule option, aussi longtemps que nous ne disposerons ni d'un médicament, ni d'un vaccin.

Le long de notre frontière, ceci n'a rien à voir avec la résurgence du nationalisme. Effectivement, les contrôles qui ont été réintroduits à la frontière concernent également bon nombre de Sarrois qui habitent en Lorraine et travaillent dans la Sarre.

Nous en sommes ainsi sûrs : cette crise ne restera qu'une parenthèse, loin de remettre en cause notre manière de vivre ensemble, par-delà la frontière. Bien au contraire : tout comme les femmes et les hommes dans nos pays respectifs, nos Régions se distancient actuellement socialement ; mais ceci nous amène également à nous rapprocher.

Cette crise aura également établi une nouvelle fois la preuve de la nécessité d'une coopération transfrontalière de plus en plus étroite. Grâce à des échanges constants entre responsables politiques régionaux, nous sommes parvenus à limiter les blocages et obstacles pour nos concitoyens, donnant corps à notre coopération. À ce jour, ce sont plus de cent quarante patients de France qui ont été accueillis dans les hôpitaux allemands (dont plus de 80 dans les Länder frontaliers), c'est cela la solidarité transfrontalière et franco-allemande !



Tobias Hans, ministre président du land de Sarre Photo RL /DR

Parallèlement aux mesures que nous prenons chacun (et qui s'inscrivent naturellement également dans nos contextes nationaux respectifs), nous maintenons le plus haut niveau possible de coordination transfrontalière. Nous nous informons quotidiennement de l'évolution de la situation. Des patients originaires du Grand Est sont pris en charge dans la Sarre, tout comme dans d'autres Länder. Nous avons obtenu des assouplissements pour le passage de la frontière, alors même que certains frontaliers étaient forcés d'effectuer des détours de plus de 50 kilomètres pour passer la frontière. Et nos équipes respectives dialoguent au sein d'une cellule de coordination conjointement avec les autres Länder frontaliers (Rhénanie-Palatinat, Bade-Wurtemberg), la Préfecture et l'Agence régionale de santé à Strasbourg, ainsi que les Ministères fédéraux des affaires étrangères et de l'intérieur à Berlin, afin de détendre la situation des frontaliers et de mieux coordonner les mesures prises aux frontières.

Nous pensons également à l'avenir, à la sortie de crise, convaincus que cette expérience donnera une nouvelle impulsion à notre coopération. Et pas uniquement dans le domaine de la santé publique, de la politique hospitalière et de la gestion transfrontalière de catastrophes. Ceci vaut également pour l'économie, lorsqu'il sera temps de remettre sur pied l'industrie et le commerce. Et ceci vaut, avant tout, pour notre coopération en matière d'innovation et de recherche.

Puisque nous prenons la pleine mesure de cette pandémie, il s'agit de bien plus. Nous ne parlons pas uniquement de l'avenir de notre Grande Région ; nous appréhendons ensemble tous les défis globaux à venir.

Penser et façonner le monde de demande, atténuer les risques que la mondialisation fait peser sur le modèle social et la compétitivité industrielle en Europe : voici des défis franco-allemands majeurs. Notre région, au cœur de l'Europe, doit et devra continuer à montrer la voie.